

JACQUES ANTOINE

BENOÎT RIANDEY

Les sondages d'intentions de vote

Journal de la société statistique de Paris, tome 137, n° 4 (1996), p. 3-22

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1996__137_4_3_0

© Société de statistique de Paris, 1996, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

I
ARTICLES

LES SONDAGES
D'INTENTIONS DE VOTE

L'expérience britannique
de 1992

Jacques ANTOINE

Professeur honoraire au CNAM
Directeur CESEM OPINION

et

Benoît RIANDEY

Institut National d'Etudes Démographiques

Remerciements

Cet article a bénéficié du concours de Brian Gosschalk, de l'Institut britannique MORI, aimablement venu participer le 12 septembre 1995 à une séance extraordinaire du séminaire d'enquêtes de l'INED sur les aspects statistiques des enquêtes d'intentions de vote en Grande-Bretagne et en France, et de celui d'Anne Jadot, qui, sous la direction de Loïc Blondiaux et avec l'aide des auteurs, a établi en 1996 un mémoire de fin d'études sur "Les controverses sur les sondages préélectoraux : une étude comparative de la réaction des instituts britannique (1992) et français (1995)", dans le cadre de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

LES SONDAGES D'INTENTION DE VOTE

L'expérience britannique de 1992

RÉSUMÉ

Dans les démocraties où se pratiquent les sondages d'intentions de vote avant les grandes consultations nationales, il arrive que des décalages significatifs soient observés entre les résultats des derniers sondages préélectoraux et ceux du vote. On peut même émettre l'hypothèse que les risques de ces décalages sont susceptibles d'augmenter à l'avenir. Les recherches et expériences menées par nos collègues britanniques à partir du cas des élections générales de 1992, sont donc particulièrement intéressantes à relater. Après avoir rappelé l'origine de ces recherches et expériences, nous indiquons les procédures qui ont été suivies, puis les hypothèses qui ont été formulées et les principales conclusions des recherches. Malgré l'ampleur et le sérieux du dossier et de la discussion dont il a été l'objet, il s'avère que le débat n'est pas clos.

Mots-Clés

Sondage d'opinion – élections – erreurs et biais

PRE-ELECTORATE OPINION POLLS

The 1992 british experience

SUMMARY

In democratic countries which use to carry out pre-electorate opinion polls before the main elections, it happens that significant discrepancies be noted between results of the last available opinion polls and results of the election. The risks of such discrepancies may be stronger in the future. Thus, the investigations of our British colleagues, on the basis of the 1992 general election, are particularly welcome. After a recall of the origin of these investigations, we describe the process, the various hypotheses, and the main results of the research. Despite the volume and the quality of the file and of the discussion, we must conclude that the question is not over.

Key-words

Opinion poll – elections – errors and biases

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

En France, pays où la "sondomanie" est particulièrement développée, la profession des sondages a été mise en cause en 1995. Des décalages significatifs ont été en effet observés entre les résultats des sondages d'intentions de vote – y compris ceux qui ont été réalisés pendant la semaine précédant immédiatement le vote et pendant laquelle la publication de tels sondages est interdite – et ceux du premier tour de l'élection, au suffrage universel, du Président de la République.

Cet avatar rejoint d'autres précédents. Aux Etats-Unis, en 1936, la fiabilité des sondages avait fondé la crédibilité de la méthode, en indiquant la réélection de Roosevelt, cependant que d'autres sources (les "votes de paille", notamment celui du *Literary Digest*) prévoyaient sa défaite. Mais en 1948 la situation était inversée : pour les sondages, le républicain Dewey pouvait être élu face à Truman, président démocrate sortant ; mais c'est ce dernier qui a été élu.

En Grande-Bretagne, la première sous-estimation des conservateurs menés par HEATH avait été enregistrée dans les sondages de 1970, qui donnaient une victoire possible aux travaillistes et au Premier Ministre sortant Wilson. En 1992, une situation analogue s'est reproduite : surestimation des travaillistes apparaissant comme possibles vainqueurs de l'élection générale, alors que ce sont les conservateurs qui ont été élus ; la différence tenait au fait qu'en 1992 il n'y a pas eu changement de majorité comme en 1970, mais une réélection de la majorité conservatrice sortante.

Plus récemment, un autre pays démocratique, Israël, a connu la même situation. Au printemps 1996, les sondages donnaient Shimon Perez et le parti travailliste vainqueurs avec en moyenne (selon les divers sondages) 5 % d'avance sur leurs concurrents de droite. Ce sont ces derniers qui ont finalement gagné. Le poids des autres formations politiques minoritaires avait également été sous-estimé.

LES PROCÉDURES D'EXAMEN DES SONDAGES MIS EN CAUSE

Dans le cas de la France et de l'avatar de 1995, on a surtout observé une floraison de commentaires dans les médias de toutes natures. Avec notamment des interviews, déclarations et prises de position en forme de justificatifs des responsables des instituts de sondage. *LE SONDOSCOPE/La Revue Française des Sondages* a publié une étude sur les différentes sources possibles des décalages observés entre sondages et votes réels ; cette étude a été reprise dans *La Revue Française du Marketing* (ANTOINE J. 1995). Une tentative d'audit lancée par SYNTEC, syndicat professionnel regroupant notamment les instituts de sondage, n'a pas eu de suite. Le séminaire périodique de l'INED sur les méthodes d'enquête a consacré une séance extraordinaire à la question, et à une confrontation avec l'expérience britannique de 1992 ; mais 4 instituts français sur les 6 les plus concernés étaient absents.

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

Aux Etats-Unis, à la suite de "l'erreur" de 1948 rappelée plus haut, une Commission d'enquête, dans le cadre du Social Service Research Council, a mené une enquête rétrospective. Les instituts concernés avaient alors accepté une mise en commun de leur expérience.

Mais c'est en Grande-Bretagne, pays où la tradition démocratique des jurys d'évaluation est très forte, que la procédure d'examen des causes de disparités entre sondages et vote effectif a été poussée le plus loin. Déjà, après les élections générales de 1970, les sondeurs avaient mené une enquête, dans le cadre de la Market Research Society (MRS), pour approfondir les causes du décalage entre sondages d'intentions de vote et résultats du vote. Parmi les avis formulés à la suite, tant de l'enquête américaine de 1948 que de celle des Britanniques en 1970, figurait la recommandation de continuer le plus tard possible le travail de terrain. En 1948, les sondeurs américains étaient tellement sûrs de leurs résultats qu'ils avaient cessé d'interroger trois semaines avant le vote. En Grande-Bretagne, on avait observé en 1970 que l'Institut ORC, le seul à avoir mesuré une remontée finale des conservateurs, avait été celui qui avait travaillé le plus tard.

C'est d'ailleurs cette recommandation qui avait conduit les instituts britanniques à adopter la technique des quotas – d'abord en parallèle avec des échantillons aléatoires de 1971 à 1979, puis avec abandon des méthodes aléatoires – et ceci pour deux raisons : d'une part les échantillons par quotas s'étaient révélés plus précis que les échantillons aléatoires ; d'autre part, pour des raisons de délais et pour suivre la recommandation de la Commission d'enquête, un taux de couverture de 75 % d'un échantillon aléatoire exigeant en effet, compte tenu des rappels nécessaires, un minimum de quatre jours de travail sur le terrain. On verra plus loin que le choix entre échantillon aléatoire et échantillon par quotas a été l'un des points importants du débat d'après 1992 en Grande-Bretagne.

En 1992, très vite après les élections générales, un groupe d'experts a été désigné par la MRS pour conduire une enquête. On a fait appel à des personnalités qualifiées et indépendantes des instituts en cause : John BARTER (ancien Président de l'Institut NOP), Martin COLLINS (City University Business School), John CURTICE (Strathclyde University), John O'BRIEN (BRMB, institut de sondage ne pratiquant pas les enquêtes d'intentions de vote), Sue STOESSL (Directeur Général de la MRS). Par la suite, le groupe a demandé et obtenu la participation active de deux représentants des instituts concernés : Nicolas SPARROW, de l'Institut ICM, et Robert WORCESTER, de MORI. Enfin David BUTLER, chercheur réputé, a été amené à remplacer à la présidence du groupe John Barter, appelé à se désister pour des raisons de convenance personnelle.

Dès juin 1992, la Commission d'enquête publiait un rapport provisoire. Certains extraits, peut-être détournés de leur contexte, ont pu être utilisés par les détracteurs des instituts de sondage, en suggérant notamment une

tendance lourde des sondages, sur le long terme, à la surestimation du parti travailliste¹.

La Commission a travaillé pendant deux ans, en liaison étroite avec les instituts de sondage concernés, à savoir Gallup, Harris, International Communications and Marketing (ICM), Market Opinion Research International (MORI) et National Opinion Polls (NOP), ainsi que System.3. La collaboration des instituts, pour la fourniture des informations demandées, a été totale, ainsi que la transparence du travail, avec circulation des données et des conclusions provisoires de la Commission entre les instituts, conduite d'expériences sur les fonds propres des instituts et publication des résultats. Le rapport définitif a été établi en 1994 et a fait l'objet d'une publication intégrale.

Une autre instance bien connue est ensuite intervenue : la Royal Statistical Society (RSS), aréopage scientifique des statisticiens britanniques de toutes spécialités (alors que la MRS ne comprend comme statisticiens que ceux qui sont spécialisés dans les études de marché et les sondages d'opinion). Robert WORCESTER, de MORI, cité plus haut, a présenté une communication à la RSS sur les travaux, résultats et recommandations de la Commission d'enquête, d'abord le 16 avril 1995, puis le 14 juin 1995 (WORCESTER R., 1996). La deuxième communication a été complétée par une contre-communication de Peter LYNN et Roger JOWELL, (LYNN P. et JOWELL R., 1996), du Social and Community Planning Research (Londres). Il se trouvait en effet que Roger JOWELL avait publié en 1993, donc parallèlement au travail de la Commission d'enquête, un article sur la question (JOWELL *et al*, 1993). Avaient également été publiées en 1993 les observations critiques de l'équipe de recherche du British General Election Survey (BGES) (HEATH *et al*, 1993), constituée d'universitaires et de chercheurs indépendants des instituts de sondage ; le BGES dispose de moyens techniques et financiers importants lui permettant notamment de mener à bien des enquêtes probabilistes à grande échelle.

Selon la tradition de la Royal Statistical Society, le rapport et le contre-rapport ont ensuite donné lieu à une large discussion. Et le rapport, le contre-rapport et la discussion – chacune des interventions étant identifiée par le nom de son auteur – ont été intégralement publiés. Quelques contributions écrites, reçues après la séance de la RSS, ont été également publiées, de même que la réponse écrite de Robert WORCESTER aux critiques et objections qui avaient été formulées sur son rapport.

Comme on le verra dans ce qui suit, si certaines hypothèses ont pu être écartées comme étant de vraies "fausses pistes", il reste des incertitudes après cet important et sérieux ensemble de recherches. La RSS conclut sur ... la nécessité de poursuivre les recherches.

1. Cette hypothèse est à rapprocher de la constatation qui apparaît constamment en France d'une surestimation du parti socialiste dans les sondages d'intentions de vote, et qui conduit, entre autres facteurs, à la nécessité d'une procédure de redressement d'échantillon.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Nous reprenons d'abord la présentation faite par Robert WORCESTER des travaux et des conclusions de la Commission d'enquêtes de la Market Research Society (WORCESTER R., 1996).

Echantillon probabiliste ou par quotas ?

Après quelques observations d'ordre général sur les sondages et le rôle de l'opinion publique en démocratie, R. WORCESTER présente, pour les cinq élections nationales britanniques des années 70 (tableau 1), quelques résultats comparatifs des écarts au résultat final selon qu'il s'est agi de sondages sur échantillon aléatoire ou par quotas. Comme on l'a déjà indiqué plus haut, les sondages par quotas se sont globalement révélés plus performants. Entre autres, au référendum sur l'Europe de 1975, 4 sondages par quotas sur 5 ont présenté un écart de moins de 1 % avec le résultat final, cependant que le sondage sur échantillon aléatoire s'est trouvé très éloigné du résultat réel ; pourtant la question était simple (oui/non) et les sondages de suivi de l'opinion n'avaient pratiquement révélé aucun changement de tendance pendant les trois semaines de la campagne électorale.

TABLEAU 1

Comparaison des performances des sondages
aléatoires et par quotas
aux élections britanniques des années 70

Election	Écart moyen (%) sur la tendance majoritaire pour les sondages (*) par échantillon ...	
	... aléatoire	... par quotas
1970	7,3 (3)	5,4 (2)
Février 1974	3,7 (2)	1,7 (4)
Octobre 1974	8,0 (2)	3,5 (5)
1975 (**)	10,0 (1)	3,9 (5)
1979	1,6 (1)	1,7 (4)
Écart moyen 1970-79	6,3	3,0

Source : WORCESTER, 1996

(*) le nombre de sondages figure entre parenthèses ; l'écart est donné en nombre de points de pourcentage.

(**) référendum sur l'Europe

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

Les résultats singuliers de 1992

En examinant les écarts entre résultats de sondage et votes effectifs sur une plus longue période (depuis 1945, voir tableau 2), on note que les résultats ont toujours été assez bons ... sauf en 1992. Notamment, la théorie des sondages indique que la marge d'erreur sur une différence de scores peut être environ deux fois plus importante que sur un score ; ce qui se trouve à peu près confirmé par les 51 sondages sur 42 ans.

TABLEAU 2

Précision des derniers sondages britanniques 1945-1992

Année	Marge d'erreur moyenne sur les écarts de scores	Marge d'erreur moyenne sur les scores des partis	Nombre de sondages
1945	3,5	1,5	1
1950	3,6	1,2	2
1951	5,3	2,2	3
1955	0,3	0,9	2
1959	1,1	0,7	4
1964	1,2	1,7	4
1966	3,9	1,4	4
1970	6,6	2,2	5
Fév. 1974	2,4	1,6	6
Oct. 1974	4,5	1,4	4
1979	1,7	1,0	4
1983	4,5	1,4	6
1987	3,3	1,4	6
Moyenne	3,3	1,4	51
1992	8,7	2,7	5

Source : WORCESTER, 1996

NDLR Ce tableau semble prendre en compte à la fois des sondages aléatoires et des sondages par quotas (1^{re} colonne : voir "erreurs sur l'avance" au tableau 3).

Environ un quart des sondages depuis 1945 ont estimé le score travailliste et le score conservateur avec un écart à la réalité inférieur ou égal à $\pm 1\%$ et plus de la moitié les ont évalués avec un écart inférieur ou égal à $\pm 2\%$. Parmi ces 51 sondages, 29 ont surestimé le score travailliste et 29 ont surestimé le score des conservateurs ; 19 ont sous-estimé le score travailliste et 20 ont sous-estimé le score des conservateurs : on ne voit aucune indication de biais systématique.

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

Les résultats des derniers sondages de 1992 sont surprenants (voir tableau 3). Les cinq principaux instituts arrivaient à une avance des travaillistes de 1,3 point en moyenne ; le résultat final a été une avance des conservateurs de 7,6 points, soit un écart de près de 9 points entre les résultats des derniers sondages et les résultats du vote réel. Et il était clair que, quotas ou pas, cet écart excédait la marge d'erreur considérée comme possible, compte tenu des expériences antérieures (cf. tableau 2).

TABLEAU 3

Derniers sondages avant les élections générales britanniques d'avril 1982

Résultats	Instituts					
	Harris	MORI	NOP	Gallup	ICM	
Échantillon	2210	1731	1746	2478	2186	<i>Vote</i> ///
Terrain	4 au 7 avril	7 et 8 avril	7 et 8 avril	7 et 8 avril	8 avril	9 avril
Vote conservateur (%)	38	38	39	38,5	38	42,8
Vote travailliste (%)	40	39	42	38	38	35,2
Vote libéral-démocrate (%)	18	20	17	20	20	18,3
Autres partis (%)	4	3	2	3,5	4	3,7
Avance des conserv.(%)	-2	-1	-3	0,5	0	7,6
						<i>Moyennes des instituts</i>
Erreur sur l'avance	9,6	8,6	10,6	7,1	7,6	8,7
Erreur sur les scores	2,55	2,75	3,4	2,25	2,4	2,67

Source : WORCESTER, 1996

Légende :

Avance des conservateurs (%) : 3^e ligne moins 4^e ligne, dans la même colonne

Erreur sur l'avance : chiffre précédent de la même colonne (ligne 7)
moins 7,6 (avance réelle, dernière colonne) ;
différence en points de pourcentage

Erreur sur les scores : en considérant «autres partis» comme un seul score,
moyenne des 4 écarts absolus entre
votes estimés (ligne 2 à 5), pour chaque institut, et
votes réels (dernière colonne, lignes 2 à 5)

Comparés aux sondages antérieurs de suivi de la campagne électorale, les derniers sondages se trouvèrent bien dans la ligne tracée par les sondages : aucune évolution forte et significative n'avait été décelée pendant la campagne ; les derniers sondages montraient cependant un effritement de l'avance travailliste. Et, toujours selon le rapport WORCESTER, les sondages de suivi de

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

la campagne étaient également concordants avec les deux enquêtes nationales sur panel, publiées en même temps ; et tous ces sondages conduits en interview face à face étaient de même rejoints par les quelques sondages qui avaient été réalisés par téléphone.

Mais après l'élection, de nombreuses critiques sont parues dans la presse – on peut citer le Times, le Daily Telegraph, l'Independent, le Guardian, le Financial Times – récusant "l'excuse des changements de dernière heure" avancée – ou susceptible d'être avancée – par les sondeurs.

Examen des sources d'écarts possibles

La Commission d'enquête de la MRS a essayé d'examiner toutes les hypothèses susceptibles d'expliquer les écarts constatés entre les résultats des sondages et ceux du vote réel ; et ce, quelle que soit l'origine de ces hypothèses : journalistes et autres critiques extérieurs aux instituts ou hypothèses formulées par les sondeurs eux-mêmes. Ces hypothèses sont nombreuses. Voici d'abord la liste des hypothèses qui, après examen, ont été écartées.

1. Taille des échantillons

D'après un sondage Gallup d'avril 1992, 63 % des Britanniques adultes ne croient pas que "à partir d'une enquête auprès de 1000 ou 2000 personnes, on peut donner une image fidèle de l'opinion publique nationale". Il est pourtant facile de montrer que les résultats des sondages préélectoraux ont été sensiblement les mêmes avec de tels échantillons, par comparaison avec un sondage ICM auprès de 10460 électeurs répartis entre 330 points d'enquête ; et que les sondages effectués dans les deux derniers jours avant le vote ont donné des résultats très voisins : conservateurs à 38 % \pm 1 % selon les instituts ; travaillistes à 40 % \pm 2 % ; libéraux démocrates à 18 % \pm 2 % ; cette convergence entre les enquêtes suggère que ni les tailles d'échantillons, ni les autres caractéristiques des échantillons, ne sont susceptibles d'introduire de grandes variations dans les résultats.

2. Les votes des expatriés

Une contestation écrite a porté sur le droit de vote accordé aux Britanniques expatriés, selon l'une des premières décisions des conservateurs en 1987. Mais ce contestataire ignorait que seulement 34 454 expatriés se sont fait enregistrer pour voter. Et que de ce fait le vote des expatriés ne pouvait pas avoir un impact de plus de deux sièges sur la majorité.

3. Déclarations mensongères dans les sondages

Il a été également supposé que de nombreux Britanniques ont caché leurs véritables opinions (conservatrices) dans les sondages et ont menti dans les sondages. Dans le cas des trois enquêtes sous forme de panels, et qui ont donné des résultats comparables avant et après le vote, cette hypothèse impliquerait que des répondants aient menti de façon répétée et cohérente. D'où la question : "Are we a nation of liars?". La Commission d'enquête de la MRS n'a pas trouvé trace d'un mensonge à grande échelle.

4. Le mythe du sondage probabiliste

Comme il a été indiqué plus haut (tableau 1), les sondages préélectoraux par quotas ont donné dans le passé de meilleurs résultats que les sondages probabilistes. Il est clair qu'un sondage par quotas conduit dans de bonnes conditions peut être plus fiable qu'une enquête probabiliste mal réalisée. Ce point important est repris plus loin.

5. Effets des techniques d'enquête

La Commission d'enquête MRS n'a pas trouvé de différences dans les résultats des sondages selon les méthodes de travail sur le terrain : dans la rue, à domicile face à face, par téléphone ; ou selon la durée du travail sur le terrain (1 jour, 2 jours, plus de 2 jours) ; ou enfin selon que le terrain comportait ou non des interviews pendant le week-end (voir tableau 4).

6. Choix des lieux d'enquête

Les circonscriptions dans lesquelles ont été effectués les sondages étaient, pour 4 instituts sur 5, légèrement plus travaillistes que la moyenne nationale, et ceci aussi bien en 1987 qu'en 1992. Mais le biais introduit par ce facteur ne pouvait pas dépasser 1 % (en réduction de l'avance des conservateurs) ; et la majeure partie de ce biais pouvait être corrigée par l'effet des quotas assurant une bonne représentativité des catégories sociales. En outre, le cinquième institut, qui ne connaissait pas ce léger biais de représentativité des circonscriptions électorales, n'avait pas obtenu de meilleurs résultats que les autres.

En revanche la Commission d'enquête MRS a mis en évidence **3 catégories de sources possibles de différences entre résultats des sondages et résultats du vote**. Ce sont :

- les changements de dernière heure (le "late swing") (ci-après, point 7),
- la "spirale du silence" chez certains électeurs conservateurs, dans les sondages (point 8),
- certains défauts des plans de sondage et des quotas (point 9).

Il faut s'arrêter un peu plus longuement sur ces hypothèses, qui sont des éléments importants du dossier et de la polémique qui lui a été associée.

7. Les changements de dernière heure

La Commission d'enquête a décelé *a posteriori* plusieurs indices auxquels les sondeurs n'ont pas porté une attention suffisante, indices accréditant la thèse des changements de dernière heure :

- les impacts de la dernière semaine, et plus spécialement des derniers jours, de la campagne électorale : fort impact du rallye travailliste de Sheffield huit jours avant le vote, mais déclin ensuite ; en revanche, fort activisme des conservateurs pendant les trois derniers jours (une réserve de budget ayant été prévue à cet effet).
- l'image des candidats : J. MAJOR estimé (dans les sondages) plus capable de gouverner que son concurrent N. KINNOCK ;

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

TABLEAU 4

Comparaison des sondages
selon les méthodes d'enquête

	Score moyen des partis suivants				Avance des conservateur
	Conservateurs	Travailleurs	Libéraux-démocrates	Autres	
Lieu d'enquête					
. dans la rue	38	40	18	5	-2
. dans la rue et à domicile	38	40	18	4	-2
. à domicile	39	40	17	5	-1
Technique d'enquête					
. téléphone (7 sondages)	38,8	39,5	17,3	4,4	-0,7
. face à face (47 sondages)	38,2	40,0	17,7	4,1	-1,8
Durée du terrain					
Tous sondages (54)	38	40	18	4	-2
1 jour (15)	38	40	17	5	-2
2 jours (24)	38	40	18	5	-2
plus de 2 jours (15)	38	40	18	4	-2
dont : sondages téléphoniques exclus (47)					
1 jour (13)	38	40	17	5	-2
2 jours (23)	38	40	18	4	-2
plus de 2 jours (11)	38	40	18	4	-2
dont : sondages téléphoniques et vagues ultérieures des panels exclus (44)					
1 jour (13)	38	40	17	5	-2
2 jours (23)	38	40	18	4	-2
plus de 2 jours (8)	39	40	17	4	-1
Week-end et jours de semaine					
Terrain comprenant :					
. jours de semaine uniquement (37)	38	40	18	4	-2
. des int. le samedi (14)	39	39	18	5	0
. des int. le dimanche (10)	39	39	18	4	0
. des int. le samedi ou le dimanche (17)	38	40	18	4	-2

Source : Market Research Society, 1994

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

- l'impact des thèmes de la campagne : thème du Service National de Santé, plutôt favorable aux travaillistes, mais thème de la fiscalité, plus favorable aux conservateurs, et peut-être plus important pour les électeurs, notamment parmi les indécis (d'après notamment le panel MORI) ;
- la crainte d'un "hung Parliament" – Parlement dans lequel aucun parti n'a la majorité des sièges – pouvant contribuer à un réflexe de vote utile au profit des conservateurs ;
- la volatilité de l'électorat et l'importance des électeurs indécis ou flottants, relevés notamment par les panels électoraux.

TABLEAU 5

Changements d'intentions de vote pendant les campagnes électorales de 1979 à 1992

Année	% de l'électorat changeant d'avis entre les principaux partis pendant la campagne (*)	% de l'électorat changeant, en provenance de, ou vers, les « ne sait pas » (**)	% total de l'électorat changeant de réponse pendant la campagne
1979	5,6	6,9	12,5
1983	7,8	7,1	14,9
1987	8,4	10,1	18,5
1992	9,4	11,6	21,0

Source : WORCESTER, 1996

(*) «switchers» (**) «churners»

D'après le tableau 5, c'est un peu plus de 11 millions d'électeurs qui auraient changé d'avis pendant la campagne électorale. D'après une enquête post-électorale auprès du panel MORI/Sunday Times, 8 % des électeurs ont déclaré s'être décidés dans les 24 heures précédant le vote, et 21 % dans la dernière semaine de la campagne électorale.

Pour l'avenir, des conclusions méthodologiques peuvent être tirées de ces constatations. Il serait risqué de corriger des chiffres par anticipation de changements avant qu'ils se produisent. Mais il est sans doute possible de construire des modèles de comportement des "ne sait pas" aux sondages qui iront voter ; et d'utiliser des questions de certitude de vote pour corriger les effets différentiels des taux de participation. En utilisant en 1992 une question de certitude de vote, et en éliminant les réponses des personnes non certaines d'aller voter, MORI avait réduit, quoique sans doute sans l'éliminer totalement, l'effet des différences de taux de participation. Mais le rapport estime que ces changements de dernière heure ne suffisent pas à expliquer la totalité des différences constatées. Elles pourraient être responsables d'environ 1/5 à 1/3 de ces différences. Il faut donc examiner d'autres hypothèses.

8. La "spirale du silence" chez certains conservateurs

Le rapport se réfère ici à un mécanisme mis en évidence et caractérisé sous ce titre par Elisabeth NOELLE-NEUMANN, sondeur germanique de réputation internationale (NOELLE-NEUMANN E., 1984). Il s'agit de l'expression d'un malaise au sein des tenants d'un parti, en l'occurrence celui des conservateurs. Selon ce mécanisme, certains électeurs conservateurs estimant que leur parti n'était plus à la page et cependant numériquement plus important que les autres partis, se seraient trouvés peu enclins à révéler leur fidélité au parti conservateur. Et se seraient réfugiés, dans les sondages, soit vers le refus de répondre à la question d'intention de vote, soit dans la réponse "ne sait pas". Ou encore, auraient refusé de participer aux sondages. Dans les deux cas, il en résultait une surestimation relative du vote travailliste, par sous-déclaration (1^{er} cas), ou sous-représentation (2^e cas), des votes conservateurs. Le premier cas rejoint les problèmes du traitement des "ne sait pas" et des non-déclarés dans les sondages préélectoraux ; mais ce n'est pas nécessairement un problème de versatilité ou de mensonge. Le deuxième cas rejoint les problèmes d'échantillonnage que l'on va évoquer ci-dessous.

Pour R. WORCESTER, les recherches ont montré clairement l'existence de refus différentiels, les partisans des conservateurs étant en effet moins enclins à déclarer leur fidélité que les partisans des travaillistes. Il estime que des méthodes doivent être développées pour maximiser le nombre de ceux qui acceptent de déclarer leur intention de vote : par exemple en utilisant mieux les informations sur les votes antérieurs et par des questions d'attitudes ; en procédant pendant l'interview à un vote secret (mais les expériences conduites par MORI n'ont pas convaincu de l'intérêt d'introduire cette technique systématiquement dans toutes les enquêtes) ; il faut aussi explorer les moyens de réduire les refus de participer aux sondages, et pour cela faire en sorte que la population soit plus consciente de l'importance des sondages d'opinion dans la société.

9. Quelques défauts des plans de sondage et des quotas

Le rapport de la Commission d'enquête évoque surtout le fait que les quotas utilisés par les enquêteurs, et par suite les coefficients de pondération utilisés pour établir les résultats, n'étaient pas à jour. Mais il évoque aussi le fait que les critères utilisés comme quotas et/ou pour la pondération des résultats, ne présentaient pas une corrélation suffisamment forte avec les variables étudiées, et donc avec le type de résultats recherchés. Ici R. WORCESTER oriente les espoirs d'amélioration plus vers la recherche de critères socio-démographiques supplémentaires (il cite par exemple la possession d'une voiture) que vers les critères politiques tels que les votes à des élections antérieures. Il constate en effet que, en Grande-Bretagne, les réponses aux questions sur les votes antérieurs reçoivent de mauvaises réponses, particulièrement pour les libéraux-démocrates (qui se trouvent sous-estimés). Et qu'une pondération selon un tel critère ne pourrait que détériorer, plutôt qu'améliorer, la qualité des estimations.

LA DISCUSSION DU RAPPORT DE LA MARKET RESEARCH SOCIETY

Comme nous l'avons rappelé plus haut, c'est au sein de la Royal Statistical Society et d'un débat très ouvert du 14 juin 1994, qu'a été discuté le rapport de la MRS. Plusieurs participants de cette discussion ont eu la possibilité de prendre en compte d'autres recherches, notamment Anthony HEATH, déjà signalé plus haut à propos des travaux du BGES (British General Elections Survey).

Ne pouvant reprendre ici en détail la discussion générale, nous tentons d'en résumer les principaux éléments.

Peter LYNN et Roger JOWELL, dans leur contre-rapport ont commencé par reprendre comme suit les trois sources de biais décelés par la MRS et présentés par Robert WORCESTER. Ils proposent d'appeler :

1. Biais de réponse : les cas où les personnes interrogées ne donnent pas les bonnes réponses
2. Biais de non-réponse à des questions : les cas où les personnes interrogées ne répondent pas à certaines questions
3. Biais d'échantillonnage : les cas où l'échantillon lui-même est biaisé.

Et ils considèrent que :

- les changements de dernière heure relèvent de la première catégorie,
- la spirale du silence entre dans la deuxième catégorie,
- les défauts de plan de sondage et des quotas signalés par le rapport MRS, font partie de la troisième catégorie de biais.

Mais ils soulèvent d'autres problèmes, notamment en contestant le rejet par la MRS de certaines hypothèses. Leur contribution se veut cependant positive en ce sens qu'ils s'efforcent de présenter des suggestions méthodologiques susceptibles d'améliorer les résultats des futurs sondages d'intentions de vote.

La question de la **méthode d'échantillonnage aléatoire ou par quotas** a été très centrale dans la discussion. Les sondeurs pratiquant les enquêtes d'intentions de vote dans le cadre politico-médiatique considèrent que la question du choix entre ces deux grandes catégories de méthodes ne se pose pas, car il faut, selon les recommandations de 1970, pouvoir interroger jusqu'au dernier moment avant le jour du vote ; et alors qu'il est possible de réaliser un bon échantillon par quotas en un jour ou deux, il faut plus de temps pour conduire dans des conditions satisfaisantes une enquête sur échantillon aléatoire. Les contraintes budgétaires interviennent également ici. Pour ces sondeurs, la seule voie d'avenir est de perfectionner la méthode des quotas.

Cependant les tenants des échantillons aléatoires font observer que dans la méthode des quotas, deux sources de biais peuvent coexister de manière

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

indiscernable : des biais dus à la **sélection** des personnes interrogées par les enquêteurs, et des biais dus à des **refus de répondre** à l'enquête ; alors que dans les méthodes aléatoires ces deux types de biais peuvent être distingués.

Mais y a-t-il véritablement un choix à faire entre **qualité** du sondage (qui serait associée aux échantillons aléatoires) et **délai** de réalisation (qui serait le propre des échantillons par quotas) ? Autrement dit, la qualité des résultats des enquêtes sur échantillons aléatoires est-elle vraiment meilleure que dans le cas des enquêtes par quotas ? On a vu que d'après le rapport de la MRS, les enquêtes par quotas avaient donné dans le passé de meilleurs résultats que les sondages sur échantillons aléatoires (cf. tableau 1). Mais on a objecté que ces expériences étaient maintenant anciennes (1970 à 1979) et que depuis lors les conditions avaient changé. En outre les chercheurs du BGES accusent les quotas de surestimer structurellement l'électorat travailliste ; mais leur argumentation à ce sujet apparaît faible et discutable.

Dans la discussion, Nick MOON a souligné que les sondages en sortie des urnes (*exit polls*), qui sont réalisés sur un très bon échantillon aléatoire (et avec un taux élevé de réponse, 84 %, ajoute R. WORCESTER), ont donné des résultats moins bons que les sondages préélectoraux par quotas. Mais John CURTICE rappelle que, d'après le rapport MRS lui-même, certains sondages effectués après le vote ont montré que les enquêtes par quotas continuaient à sous-estimer les votes conservateurs, cependant que 3 sondages aléatoires, dont 2 à partir de panels, encadraient à un point près le résultat réel.

La discussion n'est donc pas close – le sera-t-elle un jour ? – entre les tenants des échantillons aléatoires et ceux des méthodes par quotas, même dans le seul cas, limité, des sondages d'intentions de vote. Les premiers accusent les seconds de se limiter à des recherches pour améliorer leurs méthodes, sans remettre en cause le principe même des quotas.

Mais Roger THOMAS, remarquant que les sondages d'intentions de vote par quotas, par leur multiplicité et leur assez grande homogénéité de méthodes, fournissent l'occasion de mesurer empiriquement la variance de sondages par quotas, observe d'abord que cette variance est un peu supérieure à celle qui résulterait d'échantillons aléatoires de même taille ; puis qu'elle a été du même ordre de grandeur en 1987 et 1992 ; enfin que l'écart à la réalité ayant été supérieur à deux écarts-types, l'erreur des sondages 1992 n'est pas liée à la variance. Finalement, et par conséquent, la méthode des quotas ne serait pas en cause en soi.

Biais de réponse, et de non-réponse

A propos des changements de dernière heure, et plus largement des biais de réponse ou de non-réponse, a été critiquée la pratique consistant à ignorer les "ne sait pas", et à les exclure du champ des calculs de résultats, ce qui conduit à faire l'hypothèse implicite que les "ne sait pas" sont similaires, quant

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

à la répartition de leurs intentions de vote, à ceux qui répondent. Or on a de bonnes raisons de penser que cette hypothèse est fausse.

Ici, P. LYNN et R. JOWELL évoquent des recherches – notamment de ICM – sur la fidélité, qui serait assez importante, des “ne sait pas” aux partis pour lesquels ils ont voté aux précédentes élections ; ce qui donnerait le moyen de prendre en compte une bonne partie de ces électeurs non-déclarés. On peut aussi approfondir les questions sur les intentions d’aller voter ou non, ce qui conduit à procéder à des estimations sur la base d’une population considérée comme “l’électorat probable” du jour du vote.

Des voies de solution sont également proposées pour diminuer les non-réponses aux questions d’intention de vote – par exemple par la disposition d’une urne simulée pendant l’interview – mais ici aucune méthode ne semble décisive.

Un plan d’enquête novateur

Peter LYNN et Roger JOWELL terminent leur intervention par la formulation d’un plan d’enquête “radicalement nouveau”, susceptible d’éviter la plupart des biais décelés tant par la Commission d’enquête de la MRS que par les auteurs de diverses critiques, expériences et analyses. Bien que nous n’ayons pas eu connaissance du détail des travaux du BGES, la proposition de P. LYNN et R. JOWELL semble s’inspirer assez fortement du programme du BGES. Voici en quoi elle consiste :

- Tirer un échantillon aléatoire, à deux degrés, de 2 à 3000 électeurs, à partir des listes électorales.
- Les circonscriptions étant désignées bien à l’avance, préparer également assez tôt l’affectation des enquêteurs aux circonscriptions.
- Puis, dès qu’une élection est annoncée et fixée, réaliser une interview de base, en tant que point zéro en se donnant le temps – deux à trois semaines – d’avoir un taux de réponse aussi élevé que possible, et à des dates fonction de celles de la campagne électorale.
- Pendant la campagne électorale, possibilité d’interroger de nouveau les membres de l’échantillon initial, par téléphone pour réduire les coûts, ou face à face pour ceux qui n’ont pas le téléphone. Bien que les phases d’enquête doivent être limitées à 3 ou 4 jours et donc conduisent, sur adresse, à des taux de réponses limités, les auteurs de la proposition pensent que les résultats ne peuvent pas être plus mauvais que ceux d’un sondage par quotas ; et ils font observer que les informations recueillies lors du point zéro ou ultérieurement peuvent être utiles pour effectuer certaines corrections pour tenir compte des non-réponses. Les non-réponses à l’enquête initiale sont évidemment difficilement remplaçables ; mais les enquêteurs peuvent aller observer les lieux de résidence et recueillir certaines informations sur place. En dernier ressort, l’échantillon peut être redressé (repondéré) selon les critères socio-démographiques usuels, comme dans une enquête par quotas. Les auteurs n’ajoutent pas – mais cela va de soi – que les membres de cet échantillon,

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

géré en fait comme un panel temporaire, peuvent également être réinterviewés après le vote. Ils ne font pas mention non plus, et donc n'en discutent pas, des effets pervers possibles de cette panélisation sur les réponses des personnes interrogées (par des mécanismes de conscientisation) au-delà de l'interview initiale.

LES SUITES DE L'ENQUETE ET DU DÉBAT

Il est intéressant de savoir que les principaux instituts de sondage pratiquant les sondages d'intentions de vote ont pris certaines décisions sur leurs méthodes d'enquête, suite au rapport MRS et à la discussion de la RSS. Le tableau 6 indique les principales modifications connues au milieu de l'année 1995. On note que les quotas et le face à face à domicile ne sont pas remis en cause. On voit aussi que des questions supplémentaires et des traitements spécifiques sont prévus pour minimiser l'effet des "ne sait pas". C'est l'institut ICM qui semble le plus novateur en administrant notamment l'enquête par un vote simulé dans une urne, et surtout en pratiquant des redressements selon certains votes antérieurs, et en acceptant de publier deux séries de chiffres : les résultats bruts et les résultats redressés.

TABLEAU 6

Les nouvelles pratiques des instituts britanniques

	Gallup	ICM	MORI	NOP	(Harris)
Taille approximative de l'échantillon	1000	1400	1900	1600	
Nombre de points d'enquêtes	100	103	150	78	
Échantillons sur quotas	x	x	x	x	
Face à face au domicile	x	x	x	x	?
Vote dans une urne		x			
Redressement sur le vote antérieur		x			
Question de relance	x		x	x	
Imputation des réponses « Ne sait pas »		x			
Publication de chiffres « bruts »	x	x	x		

Source : ANTOINE J et RIANDEY B, 1995

CONCLUSIONS ET POSTFACE DES AUTEURS

Les statisticiens d'enquête doivent féliciter et remercier leurs collègues britanniques pour leurs recherches et pour la publication intégrale et transparente de leurs résultats. Comme certains l'ont fait observer lors de la discussion à la Royal Statistical Society, la contribution ici apportée à la communauté statistique dépasse le seul cas des sondages d'intentions de vote.

Un retour à la situation et aux pratiques françaises en matière de sondages d'intentions de vote suggère quelques remarques :

1. Le débat sur les avantages et inconvénients comparatifs des sondages préélectoraux selon qu'ils sont par quotas ou sur échantillon aléatoire est malheureusement à peu près sans objet en France. Malheureusement, car il est pratiquement impossible aux instituts privés en France de construire un échantillon aléatoire. Le tirage sur les listes électorales – qui a été pratiqué pendant un certain temps sur la base du principe démocratique selon lequel les listes électorales sont consultables par les électeurs – est devenu impossible, sauf peut-être encore pour certaines élections locales. En revanche, il redevient possible d'envisager des enquêtes d'intentions de vote sur échantillon aléatoire à partir du tirage au sort de numéros de téléphone (tirage pouvant inclure les numéros des listes "rouges" ou "orange") ; et sous réserve de coûts assez élevés, en particulier parce que l'échantillon obtenu étant un ensemble de foyers et non d'individus, un degré supplémentaire de sondage doit être introduit (par exemple par la méthode de KISH, ou celle des anniversaires) pour passer à un échantillon aléatoire de personnes.

Une lacune importante de nos connaissances résulte de l'impossibilité de séparer le biais d'échantillonnage et l'erreur de déclaration dans l'enquête lorsqu'il s'agit de sondages par quotas. Puisqu'un sondage probabiliste rigoureux semble illusoire en ce domaine – ne serait-ce qu'en raison des refus au téléphone – on pourrait comparer la fiabilité des sondages politiques spécifiques à celle de questions non politiques issues de sondages omnibus : ces dernières ne subissent pas les refus liés aux enquêtes politiques, donc fournissent une mesure presque pure de l'erreur de déclaration.

2. Cependant, la pratique de l'enquête sur les intentions de vote par téléphone est devenue courante en France, alors qu'elle paraît limitée à des panels expérimentaux en Grande-Bretagne. Cette pratique s'est développée progressivement à partir des années 80 et en suivant la courbe du taux d'équipement des foyers français en téléphone, taux qui était resté longtemps assez bas. Pour les sondages liés à l'élection présidentielle de 1995, 4 instituts ont travaillé essentiellement par téléphone et 2 en face à face, dont 1 avec une urne simulée. Et l'on ne note pas de différence significative de résultats selon les deux sous-groupes d'instituts ainsi constitués.

En revanche, l'étude britannique révèle une certaine pratique des sondages d'intentions de vote dans la rue, ce qui n'est qu'exceptionnel en France, où l'on craint, par cette méthode, l'accumulation de biais trop nombreux et trop

LES SONDAGES D'INTENTIONS DE VOTE

importants. L'expérience britannique (tableau 4) ne fait pas apparaître de tels biais.

3. Il faut enfin évoquer la question dite des redressements d'échantillons, selon des critères politiques, essentiellement selon les souvenirs de vote à des élections antérieures, déclarés par les personnes interrogées.

Si cette pratique est constante et assez ancienne en France (environ 30 ans), c'est que les échantillons par quotas, même parfaitement représentatifs selon les principaux critères socio-démographiques usuels (région, habitat, sexe, âge, activité, milieu social), sont presque toujours biaisés selon les familles politiques : avec sur-estimation de la gauche modérée, et en revanche sous-estimation des partis extrêmes (depuis longtemps le Parti Communiste, plus récemment le Front National).

Et il faut aussi rappeler que, selon des modalités diverses selon les instituts – car sur des principes de base simples et communs à tous, cette opération relève toujours de "l'art du statisticien" – cette pratique est compatible avec l'existence – également constatée en France – de distorsions dans les distributions des souvenirs de vote déclarés. Elle consiste en effet à utiliser, pour le redressement, les matrices de passage d'une élection passée à une élection future, selon, dans un sens, les familles politiques définies par les catégories des votes antérieurs, et dans l'autre sens selon les candidatures ou les partis en concurrence pour la future élection. La base de cette matrice est certes fournie par les déclarations des personnes interrogées, mais il est bien clair que l'une des deux distributions marginales – celle des votes passés – doit d'abord être ajustée sur la statistique réelle (connue et certaine) de l'élection passée utilisée comme référence. Ce qui conduit naturellement à des coefficients de pondération différents selon les familles politiques.

Ceci étant, l'application pratique de ces principes peut être plus ou moins efficace. Elle pose également des problèmes qui ne peuvent pas être développés ici. Mais contrairement à ce que semblent craindre certains de nos collègues britanniques, ces pratiques ont conduit jusqu'à présent et en moyenne – en France tout au moins – à de très nettes améliorations des estimations, beaucoup plus qu'à l'introduction de biais supplémentaires.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANTOINE J. (1995) "Le sondage en accusation", *Le Sondoscope/La Revue Française des sondages*, n° 108 et 109, *Revue Française du Marketing*, n°152, 1995/2
- ANTOINE J. et RIANDEY B. (1995) *Aspects statistiques des enquêtes d'intention de vote en Grande-Bretagne et en France*, Compte rendu du séminaire de méthodes d'enquêtes de l'INED du 12 septembre 1995, 9 p.
- HEATH *et al* (1993) "False Trails and Faulty Explanations. How Late Swing did not Cost Labour the 1992 Election?", in DENVER D. and al *British Elections and Parties Yearbook 1993*, Harvester Wheatsheaf, pp. 116-128
- JADOT A. (1996) *Les controverses sur les sondages pré-électorales : une étude comparative de la réaction des instituts britanniques (1992) et français (1995)*, Institut d'Etudes Politiques de Lille, 80 p.
- JOWELL R. *et al* (1993) "The British Election : the Failure of the Polls", *Public Opinion Quarterly*, Vol. 57 n°2.
- LYNN P., JOWELL R. (1996) "How might Opinion Polls be Improved ? : the Case for Probability Sampling", *Journal of the Royal Statistical Society, A* (1996) 159, part 1, pp. 21 à 28.
- MARKET RESEARCH SOCIETY (1994) *The Opinion Polls and the 1992 General Election*, Market Research Society, 162 p.
- NOELLE-NEUMANN E. (1984) *The Spiral of Silence*, University of Chicago Press.
- WORCESTER R. (1996) "Political Polling : 95 % Expertise and 5 % Luck", *Journal of the Royal Statistical Society, A* (1996), 159, part 1, pp. 5-20.